Carnet RH : Un règlement intérieur, régulièrement affiché et déposé au conseil de prud'hommes, mais non communiqué à l'inspection du travail, est-il opposable aux salariés ?

30-05-2015

avec

- La mise en place d'un règlement intérieur est obligatoire au sein des entreprises de plus de 20 salariés.

-

Elle doit respecter un certain formalisme, au risque d'être inopposable.

-

Parmi ces obligations, figurent notamment le dépôt du texte auprès du conseil de prud'hommes et sa notification à l'inspection du travail.

-

Dans un grand magasin, une vendeuse ayant pris l'habitude « d'emprunter » des produits a été licenciée pour faute grave, au motif que les faits reprochés « constituent une infraction aux dispositions du règlement intérieur régulant la sortie de produits appartenant à l'entreprise ».

-

Elle conteste son licenciement en avançant que ledit règlement intérieur n'a pas été communiqué à l'inspection du travail en double exemplaire, accompagné de l'avis des représentants du personnel.

-

La Cour d'appel, constatant que l'employeur n'est pas en mesure de justifier

l'accomplissement de cette formalité, retient l'argumentation de la salariée et déclare le licenciement sans cause réelle et sérieuse.

-

La Cour de cassation confirme l'arrêt des juges de l'appel.

(Cass. soc. 09/05/12)